



PARTI SOCIALISTE

Secrétariat National

SERVICE DE PRESSE

CONGRÈS EXTRAORDINAIRE

SUR LE PROJET

ARCHE DE LA DEFENSE 13/14/15 DECEMBRE 1991

Intervention de Pierre Mauroy

COM

14 décembre 1991

Intervention de Pierre Mauroy

Mes chers camarades,

Vingt ans après Epinay, dix ans après la grande victoire de 1981, que voulons-nous, que pouvons nous, qui sommes-nous ?

Ces interrogations, l'opinion nous les pose. Et nous avons choisi d'y répondre. Tel était le défi de ce Projet, et nous avons voulu le relever.

Nous le faisons à un moment extrêmement difficile où non seulement les pouvoirs en place partout dans le monde se trouvent contestés, mais où la politique, elle-même, semble mise en cause.

Rien, cependant, n'était plus urgent que de s'attacher à ce débat idéologique. Tout nous y conduisait.

La période, tout d'abord : un temps de contrastes où se mélangent espoir et barbarie. Espoir fondé sur d'exceptionnels progrès de la démocratie dans plusieurs continents. Dans près d'une trentaine de pays, depuis cinq ans, des peuples baillonnés ont retrouvé la parole.

Des continents que l'on croyait engloutis pour les Droits de l'Homme émergent lentement à la conscience de leur liberté. A cet exceptionnel mouvement, nous nous sommes accoutumés, et cela devient presque une banalité de le rappeler.

Mais croyez-moi, lorsque l'on a assisté à la nuit du référendum à Santiago du Chili, je crois que l'on prend là la pleine conscience de ce que signifie la liberté et de ce que signifie le socialisme.

Mais aussi, mes chers camarades, période de barbarie. On peut légitimement s'émouvoir de devoir assister, impuissants, à la renaissance des conflits en Yougoslavie. On peut légitimement s'inquiéter des soubresauts qui accompagnent le retour à la liberté dans l'Europe de l'Est et des nostalgies qui resurgissent. Oui, on peut légitimement craindre les déséquilibres économiques, démographiques, écologiques ; s'alarmer des risques de dissémination nucléaire et de ces nationalismes qui disposent, désormais, hélas, de l'effrayante menace des mégatonnes.

Contrastes ! Je crois que ce mot résume assez bien le monde que nous vivons. Le meilleur et le plus révoltant. Michel Charzat, dans le Projet, s'en référant à l'Histoire, emploie le terme de "nouveau Moyen Age, nouvelle Renaissance".

Ouvrant ainsi la question essentielle qui n'est pas seulement celle des socialistes, mais celle de tous les hommes de progrès : quels sont les avenir possibles ?

Des avenir possibles, la prospective politique de notre projet appelle cela des scénarios. Tout simplement, il existe bien sûr des choix.

Des choix qui excluent la résignation. Il y a dans le socialisme, qu'on le veuille ou pas, l'appel à un certain sens de l'Histoire. Oui, je sais, c'est un débat. Mais en tout cas je crois qu'être socialiste c'est avoir une volonté dans l'organisation du monde. Nous ne sommes pas de ceux pour qui l'Histoire est un immense chaos.

Aucun avenir n'est invraisemblable, hélas, même le pire. Mais aucun n'est inéluctable. Si nous voulons trouver les chemins d'une nouvelle Renaissance, nous devons témoigner de notre volonté d'exercer fortement et librement ces choix.

Voilà mes chers camarades pourquoi vous vous retrouvez ici, dans cette salle, au vif du sujet, c'est à dire loin des polémiques subalternes. Laissez dire nos adversaires s'ils trouvent que ces journées manquent du piment qui les intéresse tant et qui n'est quand même pas le meilleur de nous-mêmes !

Nous avons une raison supplémentaire de nous retrouver ensemble. Elle nous est plus intime. Elle nous appartient, à nous, Socialistes. Car elle trouve ses racines dans notre histoire récente. Je crois que c'est Laurent Fabius hier, qui marquait cette continuité des grandes dates de notre histoire.

C'est vrai, 1971 a appelé 1981, nos grandes réformes, le choix de la durée, et le choix aujourd'hui d'ouvrir un nouvel horizon.

Ce Projet, mes chers camarades, ce débat idéologique, vous savez combien je l'ai voulu. D'une certaine façon dès 1981, souvenez-vous. Nous venions d'adopter en 79 un projet que François Mitterrand synthétisa dans les 110 propositions. Les grandes réformes ont été accomplies. Nous avons, comme rarement dans l'histoire, été fidèles à un projet politique. Ai-je besoin de rappeler que plus de 90 propositions ont été appliquées.

Et lorsque nous avons dû assumer le tournant économique de 82-83, j'ai éprouvé le besoin de prolonger la réflexion. Nous devons mettre cette démarche en accord avec le socialisme que nous bâtissons dans l'action, jour après jour. En effet, pour un gouvernement, le temps de l'action et le temps de la réflexion se confondent. Et vous connaissez les conditions de l'époque. Mais j'ai toujours pensé qu'il faudrait donner à ces décisions prises au gouvernement l'explication et la perspective qui sont celles de notre socialisme.

Vous comprenez donc que cette volonté de réaliser un projet, elle m'ait tenu à coeur bien avant mon élection comme Premier secrétaire et qu'elle en a été sans doute une des motivations. Elle supposait bien naturellement la décision aussi de redéfinir notre déclaration de principes.

Oui, vous l'avez votée à Rennes, à l'unanimité. Et croyez moi, un jour Rennes sera oublié, mais cette déclaration de principes restera la charte fondamentale des socialistes, et pour longtemps.

L'immense travail accompli par Michel Charzat et son équipe, sur le Projet, s'inscrit dans cette continuité. Je veux en féliciter Michel CHARZAT. Il sait quel soutien je lui ai sans cesse apporté. Je veux saluer aussi la méthode utilisée, qui a été d'interroger de très nombreuses personnalités, socialistes et non socialistes, critiques souvent, adversaires parfois. Mais dont le regard sur le socialisme a toujours été passionnant. Car croyez-moi, mes chers camarades, si vous doutez parfois, sachez que pour des milliers d'intellectuels et pour des millions d'hommes, le socialisme reste l'une des grandes espérances du monde. Plus je retrouve les partis de l'Union des socialistes européens, plus je participe à l'Internationale socialiste, plus j'en suis convaincu. Là sont rassemblés les mouvements hier révolutionnaires, aujourd'hui réformistes, ceux des pays industrialisés et des pays du Tiers Monde, ceux qui seront l'avenir du monde.

C'est pourquoi je salue le Secrétaire Général de l'Internationale Socialiste qui est parmi nous, notre camarade Luis Ayala. Et après Gérard Fuchs, je salue fraternellement les délégations qui assistent à notre Congrès.

Dans ce débat pour le Projet, vous vous êtes mobilisés. Certains nous disent 60 000 militants, ce n'est pas beaucoup. Mais enfin quelle organisation politique est aujourd'hui capable de réunir 60 000 militants pour travailler des heures durant sur un texte difficile, mais dont chacun saisit qu'il est fondamental ?

On m'excusera de dire que la force des idées ne se mesure pas à l'audimat, fût-il l'audimat militant. Et moi, je dis merci au Parti d'avoir su se mobiliser. Ce projet, c'est votre oeuvre, et c'est déjà une réussite.

Car vous en percevez la signification. Ce Congrès s'inscrit dans l'histoire du socialisme européen. D'autres avant nous ont connu cette période de grand changement.

Et pour ma part, je ne renie pas la comparaison avec Bad Godesberg qui, bien sûr était d'une autre nature et d'une autre époque, mais sans doute comparable par la portée que nous voulons donner au changement que nous accomplissons aujourd'hui.

Bien sûr le changement est difficile. Si vous ne changez pas, on vous dit "vous êtes ringards". Si vous changez, on vous dit "vous vous reniez". Nous n'avons pas à nous laisser étouffer par cette contradiction apparente que brandissent nos adversaires. Mais nous avons à définir fermement la nature du changement, son ampleur et son rythme.

Voilà mes chers camarades, les questions posées et qui ont déjà trouvé, dans bien des interventions, depuis hier, des commencements de réponse. Je les résume d'une formule qui m'apparaît bien traduire l'état d'esprit d'aujourd'hui : il faut changer pour réussir.

Quels changements, mes chers camarades ! quels enjeux ! quels défis ! J'en vois quatre qui sont essentiels.

Le premier nous est inspiré par l'exceptionnelle réussite du sommet de Maastricht : quelle part les socialistes peuvent-ils prendre à l'Europe de demain ? Le second est naturellement essentiel. Jean Poperen, hier, a eu raison de la souligner : c'est l'enjeu social. Le troisième, recouvre en apparence, le débat sur les institutions, mais il est d'abord et plus largement celui de la démocratie.

Le quatrième, enfin, nous ramène au socialisme et il porte sur la signification de notre Congrès, dans la grande histoire du mouvement ouvrier.

Mais auparavant, je veux à mon tour insister sur le fait qu'il n'y a pas d'avenir possible si nous ne mobilisons pas, et toute notre énergie contre la montée de l'extrémisme de droite.

L'extrême-droite ! Le Front National ! Les miasmes fascistes ! Les hommes de ma génération auraient tant voulu les croire définitivement oubliés.

Tout a été dit en matière de condamnation morale et devrait nous suffire la référence à la mémoire.

Mais lorsque 25 % des Français ont, au moins une fois dans leur vie, voté Le Pen. Lorsque le Front National s'implante dans des catégories sociales qui ne sont pas celles de l'électorat traditionnel de droite. Lorsque M. Mégret nous inflige ses cinquante mesures sur l'immigration, alors oui, nous savons que le Front National a accompli un pas de trop dans l'inacceptable.

Le Pen, nous le connaissons. Il nous révolte. Il est la honte de la France. Et malgré la couleur bleu horizon qu'une mise en scène nostalgique imprime à ses grands rassemblements, il n'arrivera jamais à faire oublier la seule couleur qui lui colle paradoxalement à la peau : c'est cette couleur brune, qui est à elle seule un symbole. Bien sûr celui de la peste brune.

Mais la condamnation morale ne suffit pas. Et en tant qu'organisation politique, nous avons, je crois, à mieux fixer notre manière de combattre Le Pen.

Il faut en particulier le débusquer sur des domaines qui vont au-delà de l'immigration. Français si vous saviez ! Si vous saviez ce que Le Pen vous propose pour votre vie quotidienne ! Si vous saviez ce qu'il vous propose en matière d'éducation nationale ! L'apartheid ! Si vous saviez ce qu'il vous propose en matière de SMIC ! Sa suppression ! Si vous connaissiez sa position à l'encontre des organisations syndicales ! Leur neutralisation !

Si vous connaissiez ses propositions en matière de contraception ! L'interdiction ! Si vous saviez ce qu'il attendait du sommet de Maastricht ! L'échec ! Si vous saviez le vrai projet de Le Pen !

Ce combat devrait légitimement être celui de tous les démocrates. Et il l'est, mes chers camarades, dans la plupart des pays d'Europe. L'est-il réellement en France ? Certainement ! Et c'est bien là notre vraie difficulté et l'une des raisons de la forte progression du Front National.

Non, je ne veux pas caricaturer la situation. Bien des hommes de droite sont lucides et courageux. Seulement voilà, ils le sont à titre personnel mais la droite, collectivement, ne mène pas suffisamment ce combat. La droite, en imposant en 1983 le thème de l'idéologie sécuritaire, a permis la progression du Front National. Dès ce moment, à l'occasion des élections municipales, une première digue a cédé.

Et c'est maintenant le discours des "odeurs" de Chirac. C'est encore la conversion de M. Giscard d'Estaing à un thème oublié depuis Vichy qui est celui du droit du sang.

Autant de "Munich" de l'esprit, mes chers camarades, qui favorisent la confusion des idées et le recul de la démocratie. Et chaque dérive supplémentaire ouvre un nouvel espace à Le Pen.

Nous, nous lui refusons cet espace. Nous le combattons depuis longtemps et je veux remercier le travail des secrétaires nationaux du Parti, Claire Dufour et Gérard Lindeperg, ainsi qu'Ahmed Gayet que vous avez entendu ce matin et à qui j'apporte mon soutien.

Je veux également faire une mention toute spéciale au travail accompli par Jean-Christophe Cambadélis qui a donné à la lutte contre l'extrême droite la dynamique de la jeunesse et de la vie associative.

Le Parti Socialiste appellera systématiquement à soutenir toutes les manifestations permettant de combattre Le Pen et ses complices. C'est pourquoi le Parti Socialiste a pris la décision de participer, avec son identité, car nous n'entendons pas tenir un double langage, à la manifestation du 25 janvier, lancée par plusieurs associations.

J'en viens, mes chers camarades, maintenant aux quatre thèmes que je me propose de traiter brièvement.

*
* *
*

L'Europe tout d'abord.

Maastricht, une puissance nouvelle se construit au moment même où l'empire soviétique se défait. Tout à la fois un symbole, une inquiétude, un espoir.

Ces douze puissances réunies à Maastricht ont sans doute fait franchir un grand pas en avant à l'Europe, bien sûr, mais ont aussi donné un exemple à l'humanité toute entière, ce n'est pas excessif de le dire.

Voilà pourquoi ce qui m'habite tout d'abord c'est un sentiment de fierté.

Fierté pour une oeuvre accomplie depuis plusieurs décennies que les socialistes ont toujours soutenue, dès la négociation par l'un des leurs du Traité de Rome. Fierté encore, parce que cette nouvelle Europe qui s'ébauche, fait désormais sa place aux valeurs qui sont les nôtres, en particulier la citoyenneté et le social.

Fierté, enfin, parce que tous ici nous savons ce que ce succès doit à l'action personnelle de François Mitterrand.

Rarement un homme politique aura pu atteindre si rapidement et si pleinement la réalisation de ce qui a été l'un des grands desseins de son septennat. Et je veux, de cette tribune, en votre nom, lui adresser non seulement des félicitations, mais des vœux. Car cette action suppose ténacité, temps, et grande détermination.

Il a, en ce moment et plus que jamais, notre soutien.

Comment ne pas associer également celui des nôtres qui exerce avec talent et autorité la présidence de la Commission Européenne, dont chacun sait la part qu'il a pris dans ce succès, dans sa conception, comme dans ton aboutissement. Mon cher Jacques, nous sommes très heureux de t'avoir parmi nous.

La question, désormais, est celle du bon usage de Maastricht. Car nous savons que Maastricht nous crée aussi des obligations. Les Etats vont rapidement tirer les conséquences de ces nouveaux traités. Les entreprises l'ont déjà fait. Comment les partis politiques pourraient-ils ne pas le faire, alors que le nouveau traité reconnaît la citoyenneté européenne ?

Nous avons désormais le devoir, puisque le Traité nous en reconnaît le droit, de créer, à partir de l'Union des Partis européens ce qui doit être un grand parti socialiste européen. Voilà, mes chers camarades, une grande ambition pour le futur et qui doit figurer telle quelle dans notre Projet.

Il faudra bâtir concrètement l'Europe sociale. Ce n'est pas l'oeuvre des seuls politiques, car elle appartient d'abord aux organisations syndicales. Mais nous devons en débattre avec elles. Ce que je propose de faire dès le début de l'année.

Mes chers camarades, je ne voudrais pas que l'on simplifie trop le débat. L'Europe n'interdit pas les avancées sociales.

Elle peut même les favoriser dans la mesure où bien des difficultés que nous rencontrons au sein des Etats nationaux, pour assurer les meilleurs droits aux travailleurs, butent sur un obstacle simple : ils ne peuvent pas être mis en oeuvre par un seul pays. Je dois dire que je comprends le désarroi des travailleurs britanniques, qui ont vu depuis 79, année après année, leurs conditions de travail régresser, et qui aujourd'hui ne peuvent même pas espérer bénéficier des avancées européennes, sauf avec l'arrivée de nos camarades travaillistes à qui j'apporte notre soutien pour les élections du printemps prochain.

Car construire l'Europe c'est difficile. C'est même un combat. Voilà en tout cas une aventure collective qui mérite d'être assumée. Pour qu'un jour, peut-être, l'Europe puisse arborer le visage de la social-démocratie.

*
* *
*

L'enjeu social comme deuxième piste de réflexion.

L'Europe bien entendu, ne nous dispense pas d'une politique volontariste sur le plan national. Et nous savons aussi que rien ne sera possible en France tant que l'immense problème du chômage ne trouvera pas sa véritable réponse.

Il y a la dimension industrielle et notre retard sur l'Allemagne. Contrainte lourde pour nos finances publiques et notre politique économique. Mais nous avons aussi à profiter des atouts que comporte l'unification allemande et du surcroît de demandes dont notre industrie peut profiter.

L'effort d'investissement dans les technologies nouvelles et la Recherche, l'amélioration de la situation des petites et moyennes entreprises, vous savez combien tout particulièrement le gouvernement d'Edith Cresson a su l'engager et le soutenir.

Mais enfin, dans une période où l'on demande encore beaucoup d'efforts aux salariés, alors que des grandes entreprises annoncent de nouveaux plans de réduction des effectifs, moi, je voudrais ouvrir une autre dimension. Et celle-là relève des chefs d'entreprise.

Trop d'entreprises en sont restées à un schéma d'organisation taylorien. Le travail n'est pas la seule variable économique de l'entreprise.

Il ne suffit pas d'être rigoureux pour les salaires, ou de licencier à la première difficulté, pour détenir le brevet du meilleur manager.

Le Projet des socialistes appelle en France un nouveau rapport salarial, un autre modèle de compétitivité, si vous voulez.

Ne cédon pas à cette tendance qui nous laisse croire que nous pourrions sortir de nos difficultés économiques par un ajustement par le bas, par un écrasement du coût du travail, et une réduction de l'emploi.

Illusion d'ailleurs car dans ce modèle, nous serions concurrencés par tous les pays qui arrivent sur le marché mondial.

En réalité, aujourd'hui, en matière de travail, il faut savoir que c'est dans la formation des salariés, dans leur capacité à innover dans leur travail, dans leur mobilisation que se trouvent désormais les gains futurs de productivité.

"Changer le travail" a dit Martine Aubry et elle a raison. Mes chers camarades, cette ambition là concilie ce que nous avons toujours rêvé de concilier : le progrès social et l'efficacité économique.

Oui, cette ambition là est la bonne. Mais elle a aussi des exigences.

Elle ne peut réussir que si vous, militants socialistes, avez su convaincre que c'est effectivement vers un tel modèle salarial qu'il nous faut aujourd'hui aller. Elle ne peut réussir que si elle est appuyée par des organisations syndicales fortes.

Notre Projet n'a pas éludé ce débat. Doit-on prendre son parti des difficultés des syndicats ? Peut-on accepter que se développent des représentations spécifiques pour chaque catégorie sociale ? La grande majorité de nos militants a refusé ce choix et je m'en réjouis.

Reconnaissons-le cependant, il nous faut repenser l'organisation sociale en France.

Je ne rêve pas d'une authentique social-démocratie, c'est-à-dire de liens organiques entre partis et syndicats. Je ne parle même pas d'une recomposition syndicale. Ces décisions appartiennent aux syndicats eux-mêmes.

Mais notre projet politique doit définir le rôle qui revient aux organisations syndicales.

Bien entendu, comme nous l'avons toujours dit, les syndicats doivent représenter l'ensemble du corps social. Et nous devons en tirer toutes les conséquences.

Nous avons toujours considéré que les cotisations sociales, quelles soient salariales ou patronales, constituaient un salaire différé. Depuis plusieurs années, parce que les cotisations patronales sont bloquées, les employeurs ne se sentent plus pleinement responsables de la gestion de la Sécurité Sociale, et s'en désengagent de plus en plus.

Aussi, à condition que les administrateurs de la Sécurité Sociale soient à nouveau élus et que le Parlement soit plus étroitement associé, je suis favorable à ce que les syndicats prennent toutes leurs responsabilités dans la gestion de la protection sociale.

*
* *
•

La démocratie, comme troisième défi.

Notre démocratie a besoin de retrouver un nouveau souffle et le Président de la République a eu raison d'ouvrir le débat sur la réforme des institutions. Ce débat, les socialistes y ont pris et doivent y prendre leur part.

Là encore, évitons les faux débats. Bien entendu, il existe d'autres problèmes à régler. Tout le monde reconnaît que nos institutions ont besoin d'être retouchées. Et la seule question qui vaille est de savoir en quoi.

Je n'adhère pas à l'idée d'un régime présidentiel. Aux Etats-Unis, qui constituent l'exemple d'un tel système, l'Etat fédéral s'est créé à partir de transferts de souveraineté consentis par les Etats. Il a donc tout naturellement trouvé ses contre-pouvoirs.

Mais en France, vous savez combien il a été difficile d'arracher l'autonomie locale au pouvoir central, et combien cet équilibre reste instable. Le régime présidentiel risquerait de conduire à des blocages sans issue.

Conservons, par conséquent, la structure générale de notre Constitution. Elle a pour elle la durée, la stabilité, un large assentiment, une grande souplesse. Mais réformons-la. C'est aujourd'hui d'une triple revalorisation dont notre Parlement a besoin. Et le Président de l'Assemblée Nationale a commencé ce travail.

Premièrement, revalorisation en tant que législateur. Réforme de l'ordre du jour pour lui donner davantage de place. Allongement de la durée des sessions pour lui donner davantage de temps. Création d'une commission chargée des questions européennes, pour le mettre plus en prise avec la réalité.

Deuxièmement, revalorisation en tant qu'organe de contrôle. Donnons plus de pouvoirs aux commissions d'enquête et surtout donnons lui les moyens d'assurer un réel suivi et une réelle évaluation des lois.

Troisièmement, revalorisation en tant que lieu de débat. Beaucoup a déjà été fait avec la publicité de certains travaux des commissions. Notre Projet propose un débat annuel sur le bilan écologique de la France. Pourquoi ne pas aller plus loin et ouvrir la tribune de notre Parlement aux chefs d'Etats et de gouvernements étrangers ?

Engageons cette triple revalorisation, et alors, j'en suis sûr, le Parlement retrouvera la confiance des Français.

*
* *

Je ne veux pas quitter cette tribune sans évoquer un sujet qui mériterait davantage de développement. Nous avons l'intention de faire de ce projet la première étape pour élargir l'espace politique. Nous devons avoir l'ambition de développer notre Parti à l'instar des grands partis sociaux-démocrates européens.

Pour cela, il faudra que les socialistes prennent le tournant écologiste, comme les autres partis de l'Internationale Socialiste ont réussi à le faire depuis 10 ans. Il faudra aussi, qu'ils ouvrent le débat avec les écologistes. J'avais posé, il y a deux ans, ce débat en terme d'alliance. On me l'a, à l'époque, vivement reproché. Deux ans plus tard nous en sommes à peu près au même point même avec une force

écologique qui a sensiblement progressé. Ne parlons pas déjà d'alliance ni de programme commun, mais reprenons le dialogue.

*
* *

Mes chers camarades, au moment de terminer ce discours, je voudrais m'adresser à nos militants, à vous qui êtes ici et à tous les autres, et leur dire la signification de ce Congrès.

Ce n'est pas la première fois que le socialisme doit accomplir une mutation de la dimension de celle qui vous est proposée aujourd'hui. Le socialisme de Jaurès n'était plus celui de la Commune. Le socialisme de la Libération avait fortement évolué par rapport à celui de l'avant-guerre.

Toutes ces mutations ont été douloureuses. Toutes ces mutations ont permis à nos adversaires de croire, comme Thiers après la Commune que "cette fois-ci le socialisme est mort, vraiment mort". Et pourtant, ce sont précisément ces mutations qui assuraient sa pérennité.

Une fois encore, nous nous adaptons aux complexités. Une fois encore nous recherchons les équilibres d'un nouveau siècle. Ce sont les générations de militants qui se sont succédées qui ont été les acteurs de cette permanence et de ces changements. Ce sont ces militants que je veux rassurer maintenant.

Le socialisme doit s'adapter pour rester fidèle à ses valeurs. Le socialisme doit aussi rester une éthique qui n'a pas d'autre but que l'épanouissement de l'homme. Et d'une certaine façon, le nouvel horizon vers lequel nous regardons s'assigne la même ambition et pourrait conserver le même titre qu'il y a vingt ans : "changer la vie".

Nous l'avons d'ailleurs largement fait depuis 1981. Nous avons encore beaucoup à faire. Voilà pourquoi, mes chers camarades, nous devons résister à cette morosité des temps qui ne mène à rien.

Nous devons résister à un découragement qui serait fatal. Je peux vous dire que, pour ma part, j'ai une idée exacte de notre situation et de ce que nous avons à faire pour la redresser, dans les prochains mois et les prochaines années.

Ce que nous avons d'abord à faire, c'est soutenir le Président de la République, qui a su nous conduire et qui saura, je n'en doute pas, nous conduire encore au milieu des vicissitudes des temps.

Ce que nous avons à faire, c'est soutenir Edith Cresson et ce gouvernement qui est le nôtre, et qui réalise avec courage et audace un travail exceptionnel.

Ce que nous avons à faire aussi, et cela relève directement de nous, c'est à populariser le Projet que nous adopterons demain, et à partir de ce Projet, de mettre en oeuvre un véritable programme, programme pour les Régionales et les

Cantoniales d'abord, programme pour les élections législatives.

Ce que nous avons à faire, enfin et surtout, c'est de donner l'image d'un parti qui se donne avec son projet les moyens de conquérir l'avenir, d'un parti rassemblé, épris de sa cohésion et de son unité, et alors, alors oui mes camarades, nous retrouverons la voie du redressement et de l'espoir.



PARTI SOCIALISTE

Secrétariat National

SERVICE DE PRESSE

CONGRES EXTRAORDINAIRE

SUR LE PROJET

ARCHE DE LA DEFENSE 13/14/15 DECEMBRE 1991

Intervention de clôture du congrès par Pierre Mauroy

Pierre MAUROY.- Mes chers camarades, un Congrès exceptionnel se termine. Il doit avoir naturellement sa conclusion, que vous venez d'apporter d'ailleurs, avec l'adoption des différents Rapports. Je voudrais y ajouter quelques mots rapidement.

Après deux jours de débats, après notre Commission des Résolutions, après les Rapports de Yannick BODIN, de Pierre MOSCOVICI, de Michel CHARZAT, je voudrais, avant que nous ne nous quittions, tirer quelques conclusions, mais je voudrais, préalablement, remercier tous ceux qui ont travaillé à l'organisation de ce Congrès et qui ont permis sa réussite. (applaudissements) Et vous remercier, mes chers camarades, vous les délégués, pour la qualité d'écoute, pour l'accueil que vous avez réservé à notre Premier Ministre, Edith CRESSON, et aux intervenants. Cet accueil et cette écoute sont le reflet, j'en suis sûr, de l'attente de nos militants.

Vous avez aussi remercié, et c'était juste, et félicité, et c'était juste, Michel CHARZAT pour la qualité du travail... (applaudissements)... Vous avez eu raison et je m'y associe amicalement et très chaleureusement. (applaudissements)

Ce Congrès n'a été marqué ni par l'apathie, ni par la morosité, même si les temps sont durs et nous paraissent d'autant plus durs que, jusqu'en juillet dernier, le Parti avait encore une image, en tête de toutes les formations politiques.

Avec lucidité, nous avons d'ailleurs montré collectivement notre capacité à débattre sur le fond, y compris de ces difficultés, mais surtout à démontrer notre volonté de nous mobiliser et, surtout, de nous rassembler.

Dites à nos camarades que nous sommes déterminés, que nous changeons pour réussir et que nous engageons les batailles de 1992 et de 1993 pour vaincre. Dites-le, à nos camarades, dans vos Fédérations et dans vos Sections... (applaudissements)

L'unité, mes camarades, ne doit pas être un simple effet de Congrès ; je crois d'ailleurs qu'elle est plus réelle qu'il n'avait paru à certains. J'en suis très heureux, comme vous. Vous êtes les délégués à ce Congrès du Projet. C'est à vous maintenant de faire passer ce message auprès de nos camarades des Fédérations et des Sections.

Quelle conclusion pourrions-nous tirer de ce Congrès aujourd'hui pour l'avenir ?

Aujourd'hui, une conclusion idéologique : nous parlons et nous

défendons tous le même socialisme. Chacun a, j'en suis sûr, été frappé par les convergences qui se sont dégagées, l'approche commune du socialisme qui s'est manifestée. Je crois qu'il suffit de se souvenir des controverses idéologiques qui ont marqué l'histoire du socialisme jusqu'à une période encore très récente pour mesurer l'importance et le caractère novateur de cette situation.

Avec la déclaration de principes votée il y a deux ans et le Projet adopté aujourd'hui, le Parti Socialiste a un véritable corps de doctrine qui nous met à l'unisson des grands partis sociaux-démocrates européens. Mais nous restons cependant le Parti Socialiste, sauvegardant ainsi l'exception française, celle de la tradition, des rapports différents Parti/syndicats, et peut-être même de l'attrait que nous gardons pour les idées, l'idéologie. En tout cas, sociaux-démocrates ou socialistes, socialistes ou sociaux-démocrates, nous sommes fiers d'être ensemble à l'Internationale Socialiste et nous allons travailler ensemble à la création d'un grand Parti Socialiste Européen.
(applaudissements)

Une conclusion politique, mes chers camarades : ce Congrès a réuni sur un même texte plus de 80 % des militants qui se sont exprimés. C'est un large rassemblement.

Sur le plan de notre organisation interne, il faut prendre acte du fait que nous entrons, jusqu'à notre prochain Congrès Ordinaire, dans une situation un peu paradoxale : à Rennes, j'ai été élu Premier secrétaire à l'unanimité, après une synthèse générale. Aujourd'hui, nous sommes encore statutairement dans cette situation jusqu'au prochain Congrès Ordinaire qui devrait se tenir en 1993 et pourtant, de la Guerre du Golfe à ce Congrès Extraordinaire, la direction du Parti a vu s'affirmer en face d'elle une opposition, et même deux oppositions.

Le Parti Socialiste a donc, dans sa tradition, une majorité et une opposition. C'est une situation normale et saine. A la condition que nous apportions, les uns et les autres, majorité et opposition, une part active et responsable à l'action du Parti.
(applaudissements)

Nous n'avons qu'un camp, c'est le nôtre. Faire la différence entre nous, pourquoi pas ? On l'a toujours faite, d'une certaine façon, à condition de n'apporter aucune aide directe ou indirecte à l'autre camp, celui de la droite, et je demande, après Lionel,

mais je le demande fermement à Max GALLO, qui a reçu de nous une délégation européenne, d'être avec nous, dans notre camp, et pas dans le camp de nos adversaires ! (vifs applaudissements)

Une conclusion interne : nous avons tous le même souci de la rénovation du Parti. Plusieurs orateurs l'ont souligné et je les en remercie. Cette rénovation, je la souhaite depuis que je suis Premier Secrétaire. Nous avons déjà, d'ailleurs, entrepris beaucoup. "Vendredi" est un succès auprès de nos militants, ainsi que ses numéros spéciaux à l'occasion de ce Congrès. (applaudissements)

J'en remercie tous ceux qui l'ont permis.

La Fondation Jean JAURES, outil pour notre rayonnement international, qui est enfin créée, le Centre CONDORCET pour la formation de nos militants, et bien d'autres initiatives.

Je me réjouis, mes chers camarades, que nous nous engagions à aller plus loin en ouvrant la réforme de nos statuts, avec cette double volonté : volonté de faire en sorte que tout en respectant la proportionnelle, les militants soient davantage associés à la désignation des responsables, ils le souhaitent et ils le veulent, volonté de trouver les moyens d'appliquer cette réforme statutaire dès notre prochain Congrès ordinaire.

Vous avez décidé de vous en donner les moyens, il y aura donc une réforme au prochain Congrès ordinaire, qui touchera sans doute l'application de la proportionnelle, mais une adaptation tout de même nécessaire et que réclament nos militants en ce qui concerne les courants et en ce qui concerne la désignation des responsables et des élus. Cela, vous le savez, le Parti le réclame.

Mais, camarades, après la rénovation idéologique, il faut s'engager résolument dans la voie de la rénovation du Parti. Cette rénovation ne saurait se limiter à des déclarations des uns et des autres, et j'y participe, cette rénovation doit entrer dans les faits.

L'avenir, chers camarades : nous avons un programme très chargé devant nous. Dès les semaines qui viennent, nous avons un certain nombre de décisions à prendre et d'actions à engager. D'abord les suites du projet : élaboration et diffusion du projet et d'un résumé du projet, publication du projet sous forme de livre, organisation de journées nationales thématiques où les militants

seront associés pour faire vivre le projet.

Deuxièmement, mobilisation pour la manifestation du 25 janvier contre le Front National. Il faut que ce soit une grande réussite ! (Applaudissements)

Troisièmement, engager la discussion avec les organisations syndicales et les partis socialistes de la Communauté Européenne, pour que le mouvement ouvrier tire toutes les conséquences de MAASTRICHT. (Applaudissements)

Enfin le projet doit être décliné et déboucher sur l'élaboration d'un programme pour les élections cantonales et régionales de 1992 et les élections législatives de 1993.

Mes chers camarades, au moment de nous quitter, je voudrais encore dire ceci : la politique, les Socialistes, le Parti Socialiste ont été attaqués durement, et quelquefois très vilainement.

Nous sommes lucides sur nos difficultés, mais nous sommes fiers de notre Parti et de notre engagement. Pour tous ceux qui sont ici et pour bien d'autres, le Parti, c'est notre vie, et le Socialisme, c'est notre espérance.

(Applaudissements)

Nous sommes fiers de faire de la politique comme nous l'entendons, et dans une période où le monde est porteur de plusieurs avenir possibles, et de plusieurs avenir qui sont contrastés, la politique, loin d'être tournée sans cesse en dérision, devrait être réhabilitée et tout le monde devrait y participer.

Nous sommes fiers d'être Socialistes, et depuis deux ans nous avons été mis en cause dans notre intégrité, et injustement accablés. J'ai proposé au Bureau Exécutif unanime il y a déjà plusieurs mois, et c'est le gouvernement de Michel ROCARD et les parlementaires qui ont voté la nouvelle loi sur le financement des partis et des campagnes,

Suite exacte du texte parlé

J'ai proposé - le Bureau Exécutif unanime l'a voulu et le Parlement aussi - la création d'une Commission d'enquête à l'Assemblée Nationale;

Je remercie son Rapporteur, Jean LE GARREC, pour le travail qu'il a fait avec bien d'autres.

J'ai souhaité - le Bureau Exécutif unanime l'a souhaité et le Groupe Parlementaire aussi - la publication du patrimoine des Elus en début et en fin de mandat.

Enfin, j'ai souhaité - et le Bureau Exécutif unanime l'a voulu ainsi que notre Groupe Parlementaire - l'alignement de la fiscalité parlementaire sur le droit commun. Les Députés socialistes ont été les seuls cette nuit à voter la suppression de l'exonération fiscale des Elus par rapport aux citoyens, je les en félicite.

(applaudissements)

Aujourd'hui, je souhaite que toutes les propositions du rapport de Jean LE GARREC soient mises en oeuvre, c'est-à-dire les conclusions de cette Commission d'enquête, mais je souhaite surtout, mes chers Camarades, qu'à partir de ce Congrès, de ce Congrès du Projet, il y ait un signe qui soit visible pour tout le monde, quant à la fierté pour nous d'être socialistes et en disant à tous et à chacun, et particulièrement à ceux qui ont voulu nous toucher, que l'argent, on voit bien comme il coule dans le monde actuel, mais ce n'est pas notre affaire. Notre affaire, c'est de faire un autre monde, c'est de faire une autre société, nous y passons des heures, nous y passons notre militantisme, nous y passons notre vie. Qu'on le sache et qu'on nous respecte comme tels

Enfin, nous devons être fiers, nous le sommes, de notre Parti. Pendant trois jours, nous avons montré notre unité, unité de cohésion, de rassemblement. Ce message-là doit être entendu par tous les militants, tous les responsables, tous les Socialistes, tous les Français, ceux qui s'intéressent à nous et ceux qui le feront demain ou après-demain.

Cher Michel, cher Lionel, cher. Laurent ... (mouvements) ... on nous a dit : vous avez préparé le présent et l'avenir, qu'est-ce qu'il y a de plus naturel que de le faire ? Nous aurons l'occasion de continuer à le faire ensemble, amicalement, pour répondre à votre appel, mes chers Camarades, vous qui êtes des délégués du Parti, pour répondre à l'appel de nos camarades qui, j'en suis sûr, se réjouissent à l'idée de ce qu'ils apprennent sur ce Congrès du Projet, Congrès de l'unité.

Nous continuerons ensemble avec tous les responsables et avec tous les camarades du Parti. Mes chers Camarades, poursuivons dans cette voie de l'unité, de la cohésion, mobilisons-nous et

retrouvons ensemble la confiance des Français .

Mon dernier mot sera pour saluer notre histoire au moment où nous changeons, saluer nos militants, saluer tous ceux qui ont fait cette histoire, on a cité Jaurès, on a cité Blum, pour hier, on cite François MITTERRAND pour maintenant, mais je salue surtout l'avenir que nous ferons ensemble, dans l'unité, la cohésion, et peut-être dans quelque chose que nous pouvons apporter, qui nous rendra la vie plus facile, nous qui sommes si souvent ensemble, dans l'amitié et la fraternité.

(L'assemblée debout applaudit Pierre MAUROY)

Le Président. - Le Congrès est clos.